

Préparons le changement de gouvernance de l'Education nationale en vue de 2022

Par Véronique Gignoux-Ezratty, militante au PS92

Le système éducatif français est l'un parmi ceux de l'OCDE où les performances des élèves de 15 ans sont le plus corrélées aux origines sociales des élèves. Les socialistes ne peuvent pas accepter cet état de fait.

Pourtant les personnes au contact des élèves ont une implication remarquable. La quasi-totalité des membres de l'équipe éducative font au mieux dans le cadre d'action auquel ils et elles ont droit, dans le système de représentation des causes des difficultés qui est le leur, pour aider les jeunes à progresser. Leur réactivité durant l'épisode de confinement liée au COVID, nous l'ont encore montré.

I – Le diagnostic de l'école : une gouvernance inappropriée et méconnaissance des enjeux de la part du grand public

La difficulté de notre école à aider à faire réussir les élèves dont les parents n'ont pas les codes de la société ou celles et ceux qui ont des difficultés d'apprentissage spécifiques est liée à plusieurs facteurs :

- La gouvernance de l'Education nationale est inadaptée car elle fonctionne par injonctions, trop nombreuses pour être toutes prises en compte, souvent contradictoires et décidées par des personnes peu au courant des réalités de l'enseignant·e. Or, dans les situations où des professionnel·les doivent s'adapter à chaque situation, l'efficacité s'obtient par des systèmes de management fortement délégatifs, basés sur le soutien des personnes qui agissent au plus proche du terrain et l'entraide entre pairs. Dans le cas de l'école, ce soutien passe par un salaire correct et un comportement de l'encadrement qui permet à l'enseignant·e de ne jamais perdre la face devant les élèves. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.
- Les classes de l'école du socle sont trop chargées pour des classes hétérogènes. Les pays qui réussissent ont au maximum 20 élèves dans les classes de CP-CE1 (où doivent se mettre en place les automatismes de lecture et de numération) et un maximum de 24 élèves jusqu'à l'équivalent de la 3^{ème}, ainsi que des enseignant·es en surnombre.
- La connaissance du grand public des enjeux de l'école est faible et souvent bâtie sur les polémiques artificielles que l'on voit dans les médias.

Pourtant, la commission Education de L'UNESCO préconise un modèle d'apprentissage tout au long de la vie, où toute personne doit avoir accès aux apprentissages nécessaires à son insertion dans la société humaine et son épanouissement. Le groupe de travail en cours dans cette commission a pour consignes de se focaliser « à repenser le rôle de l'éducation, de l'apprentissage et du savoir à la lumière des grands défis et des opportunités d'avenirs anticipés, possibles, et préférés ». L'UNESCO préconise à de donner à tous des savoirs de base. S'ils n'ont pas été acquis au moment prévu par la formation initiale, il faut mettre les moyens pour qu'ils soient acquis par la suite. Aujourd'hui, les enfants qui n'ont pas les automatismes de lecture et de numération en CE2 ne sont, en général, pas accompagnés, faute de moyens spécifiques et de la priorité donnée à la réalisation du programme. La commission préconise une réflexion pour définir les compétences nécessaires à la gestion des changements liés aux grands défis. Les dernières réformes du lycée général ont été justifiées par un dénigrement des sciences volontairement construit. En effet, le niveau atteint en « expression littéraire » et en « mathématiques » est structurant pour permettre la réussite de certaines études

supérieures dans tous les pays du monde. Il y avait un déni que l'élimination des 60% de la cohorte les plus faibles dans les matières littéraires a été faite avant, un déni du besoin fonctionnel de plusieurs niveaux en mathématiques (qui ouvrent et ferment des portes exactement comme le niveau en expression littéraire) et un déni du besoin d'apprentissage de la rigueur d'une démonstration pour ceux qui choisissent la voie scientifique. La grande loi pour la refondation de l'école de 2013, portée par la gauche, est en phase, pour la période école du socle (primaire + collège), sur les préconisations de la commission Education de l'UNESCO.

II – Le diagnostic de l'échec des réformes : Le jeu de pouvoir bloquant depuis près de 30 ans

L'incapacité de mettre en place des réformes efficaces est due à un jeu de pouvoir entre quatre groupes d'intérêts agissant (ou systèmes d'acteurs en sociologie) :

- La « technostructure de l'Education nationale » qui s'est ancrée dans une bureaucratie depuis des dizaines d'années et qui a récemment adopté la nuisible gouvernance par les nombres ;
- Les « autoproclamés-progressifs » favorables aux réformes et aux pédagogies innovantes, mais incapables de vérifier leur impact sur les plus éloigné-es de l'école et sur les jeunes dont la famille n'a pas les codes de la société ;
- Les « élitistes paradoxaux » qui veulent continuer de faire, au collège, un cours cadré pour le tiers supérieur de la classe, et nient que cela consiste à abandonner et détruire la confiance en soi des plus faibles scolairement ;
- Les « élitistes assumés » qui sont partisans d'un tri précoce des élèves et de se désintéresser de l'avenir des jeunes qui ne sont pas à l'aise avec l'école.

Depuis trente ans, trop de réformes ont été faites, mues par la décision de communiquer d'un ministre, négociées pour être acceptables par les quatre groupes d'intérêts et pour être vendables comme bénéfiques au grand public. Les voix des plus éloigné-es de l'école, des élèves discriminé-es pour des raisons systémiques (stéréotypes) et de celles et ceux qui portaient le besoin de transmettre une démarche scientifique rigoureuse, n'étaient pas entendues ou parfois volontairement pas écoutées.

Pourtant, il existe des visions globales des enjeux de l'Education et des domaines où il faudrait agir qui peuvent servir de base à une nouvelle gouvernance du « Système éducation ». Celle décrite ici est parue en 2017 dans les actes d'un colloque d'une société savante spécialisée dans la science des systèmes. Une application aux déterminismes sociaux et genrés a suivi en 2018.

III - Un modèle qui peut servir comme base d'action pour une nouvelle gouvernance.

La science des systèmes peut proposer un modèle du système Education, utile pour changer la gouvernance

Le système Education utilisé va de la naissance d'une personne à la fin du parcours professionnel. Il comprend tout ce qui intervient dans l'éducation, y compris les interactions avec la société et l'éducation populaire. L'Education Nationale est un maillon de celle-ci.

Ce modèle a 5 enjeux et 5 champs d'action.

Les enjeux sont des finalités qui ne sont pas naturellement prises en compte et qui doivent donc avoir une attention de gouvernance et des moyens spécifiques.

- **Enjeu 1 « Fondamentaux »** - Que tous les jeunes adultes vivant en France aient les fondamentaux qui permettent de comprendre le fonctionnement de la société, de communiquer avec les gens qui la constituent et d'y participer.
- **Enjeu 2 « Clés de compréhension du monde »** - Que le maximum de personnes, indépendamment de leurs origines sociales, aient les clés pour développer une compréhension personnelle des problématiques scientifiques, culturelles et sociétales et qu'ils et elles aient la capacité de se méfier des slogans simplistes sur les problèmes vitaux pour la stabilité du pays.
- **Enjeu 3 « Cohérence formations-Emploi »** - Qu'il y ait une cohérence entre le nombre de personnes formées à une compétence et les possibilités d'emploi.
- **Enjeu 4 « Capacité du pays d'innover et s'adapter au changement »** Que le pays ait les techniciens, techniciennes, ingénieurs, ingénieures et scientifiques nécessaires à la gestion des mutations sans précédent dues au réchauffement climatique et à la nécessité de préserver la planète.
- **Enjeu 5 « Egalité des chances »** - Que les biais du système éducatif soient compensés pour que les possibilités de l'éducation et l'atteinte des postes à responsabilité dans la société soient indépendants de ses origines sociales, de son genre ou de son lieu d'habitation.

Le modèle propose **5 champs d'actions** qui peuvent être pris en charge séparément. Chacun champ fait l'objet d'une attention de gouvernance séparée bien qu'ils influent l'un sur l'autre.

- **Champ 1 « Les interactions avec l'environnement »**

De nombreux apprentissages se font par imitation ou par interaction avec son environnement. Un jeune humain apprend naturellement à marcher, à parler et à gérer les interactions sociales. Il ou elle se construit inconsciemment des représentations du monde des jeunes et celui des adultes en fonction de ce qu'il ou elle est témoin. Tout le monde n'est pas en égalité avec les apprentissages. Les représentations des personnes dans les médias ont tendance à reproduire les rôles stéréotypés de la société, ce qui influe sur la vision qu'ont les jeunes d'eux-mêmes. La société civile doit agir sur ce qui crée des inégalités dans la connaissance du monde, l'orientation et les parcours scolaires. L'École doit aider à compenser sur ce qui a une influence sur le destin des jeunes.

- **Champ 2 = L'école du socle ou des fondamentaux**

C'est le pivot d'un système éducatif : l'école où toute une classe d'âge est ensemble avant d'accéder à une diversité de parcours. Cette période commence à 6-7 ans quand le cerveau de l'enfant est mature pour l'apprentissage de la lecture automatique avec construction de sens et finit entre 12 et 16 ans en fonction des pays. En France, cette période regroupe l'école primaire et le collège. C'est le cœur de métier de l'Education nationale. Les défis sont prodigieux. D'après la loi de refondation de 2013, *« [La scolarité obligatoire] donne aux élèves une culture commune, fondée sur les connaissances et compétences indispensables, qui leur permettra de s'épanouir personnellement, de développer leur sociabilité, de réussir la suite de leur parcours de formation, de s'insérer dans la société où ils vivront et de participer, comme citoyens, à son évolution. »*

- **Champ 3 = La préparation des apprentissages de l'école du socle**

Ce qui se passe avant l'entrée en CP et l'apprentissage de la lecture et de la numération.

- **Champ 4 = L'offre de formation pour le développement personnel et l'insertion professionnelle**

Cette période est vue comme un continuum qui va de la fin de troisième jusqu'à la retraite. Pour permettre une égalité dans l'orientation, les conséquences des choix d'options ou de spécialités doivent être lisibles. Il n'est pas envisageable que le choix à 15 ans engage toute une vie, aussi des passerelles pour changer d'orientation doivent être prévues, ainsi qu'un accompagnement pour rattraper les éventuelles lacunes structurantes.

Les règles d'affectation dans les formations avec des effectifs limités doit être conçues dans le but de limiter la reproduction des inégalités de la société. L'offre de formations professionnalisantes (pour préparer à un métier) doit être dans la mesure du possible compatible avec les offres d'emplois accessibles (sauf pour le cas des formations très spécialisées).

- **Champ 5 = L'orientation et accompagnement vers un choix de vie**

L'information sur l'orientation a été confiée aux régions, l'accompagnement vers le choix de vie doit rester sur le domaine de l'école. La représentation de soi dans le monde des adultes est un chemin cognitif qui se construit dans la durée. Pour limiter les inégalités de destin, il faut donner l'envie de viser haut aux jeunes qui pourraient avoir envie de se conformer aux stéréotypes liés à leur classe sociale ou à leur genre.

IV – Le changement par la réforme progressive

Il est possible, quand les parties prenantes sont d'accord sur les enjeux, de mettre en place des changements progressifs. D'autant que tout ne dépend pas de l'école. La lutte contre les rôles stéréotypés dans les médias est l'affaire de tous. L'information à l'orientation dépend des régions. L'éducation populaire est l'affaire de tous.

Les enseignants sont épuisés par les réformes successives, ainsi que les changements de programme rapprochés. La diminution de la taille des classes de l'école du socle ne peut se faire sans l'embauche de nouveaux enseignants qui devront être formés et sans la construction de bâtis pour avoir plus de salles de classe. Ce ne sera pas du jour au lendemain.

Le premier chantier devra être la gestion humaine des personnes qui sont au contact de nos enfants. Les approches pour le faire existent : c'est une question de volonté. Il faut entreprendre un véritable changement de gouvernance qui mettent l'enseignant au centre du système de transmission de la connaissance.

Le financement de l'université et de la recherche devra être revu. Les chercheurs doivent passer plus de temps à faire de la recherche qu'à remplir des dossiers de financement. Les découvertes en recherche fondamentale se font sur le temps long.

L'offre de formation pour le développement personnel et l'insertion professionnelle est le sujet le plus complexe. La réforme du lycée général de Blanquer renforce les biais sexistes et genrés de l'éducation et ne favorise pas la connaissance scientifique dans la population française. La réforme du lycée professionnel a entériné une diminution des enseignements généraux qui est très préjudiciables aux jeunes qui sont fragiles sur les acquis en Français (la moitié d'entre eux). Aujourd'hui l'apprentissage est favorisé aux dépens des lycées professionnels. Or on sait que les origines sociales influent sur la capacité de trouver un stage et que 28% des contrats sont rompus et la scolarisation du jeune se pose.

Il n'est pas possible de laisser les lycées en état. Cependant il ne faudra pas que cela provoque un énième changement des programmes. Les équilibres entre lycée professionnel et apprentissage devront être repensés, ainsi que la part obligatoire des enseignements généraux dans les filières professionnelles.

Cependant le consensus entre groupes de pression, en oubliant certains des enjeux de l'école et les besoins réels des enfants ayant des difficultés d'apprentissage, ne doit plus être la manière de changer l'école.

Par exemple, pour la partie après collège, il est possible d'analyser rigoureusement les contraintes et les besoins d'accompagnement à l'orientation et d'offre de formations sur la séquence Bac-3 à Bac+3 :

- pour les jeunes qui n'ont pas les acquis de l'école du socle et sont dans une phase de perte de confiance en soi,
- pour les jeunes qui ont les bases pour réussir la plupart des formations pourvu qu'ils ou elles fassent les efforts nécessaires,
- pour les jeunes qui ont les compétences ou le potentiel pour réussir les formations les plus sélectives dans un domaine donné.

Le parti socialiste doit se saisir du chantier d'une gouvernance du Système Education qui va au-delà de l'école et lancer des réflexions et des communications sur les cinq enjeux et les 5 champs d'action en impliquant les personnes concernées.